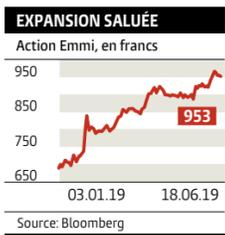


Economie & Finance

Emmi s'étend au Brésil

Le groupe lucernois détient désormais 70% de Laticínios Porto Alegre Industria e Comércio. En 2018, le groupe laitier brésilien a réalisé un chiffre d'affaires de 160 millions de francs.



LEO VARADKAR Premier ministre irlandais

Le gouvernement irlandais a présenté lundi soir son projet d'interdire les ventes de voitures essence et diesel d'ici à 2030. Dublin escompte que d'ici là 950 000 véhicules électriques circuleront sur les routes irlandaises.



+60%

AUTOSCOUT24 CONSTATE UNE HAUSSE DE 60% DE L'OFFRE DE VOITURES À PROPULSION ALTERNATIVE SUR SON SITE AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES. Les incitations des pouvoirs publics en Suisse et en Europe jouent un rôle clé dans cet engouement, affirme mardi le portail.

SMI 9988,55 +1,39%	↑	Dollar/franc	0,9997	↑
Euro/franc	1,1191	↓		
Euro Stoxx 50 3452,89 +2,06%	↑	Euro/dollar	1,1196	↓
		Livre st./franc	1,2535	↓
FTSE 100 7443,04 +1,17%	↑	Baril Brent/dollar	62,20	↑
		Once d'or/dollar	1341	↓

Barrage suisse contre les capitaux chinois

PROTECTION Le Conseil des Etats a voté lundi soir une motion qui appelle à créer un organe de surveillance des investissements étrangers. La Chambre basse se saisira de cet objet à l'automne. En attendant, le gouvernement et Economiesuisse confirment leur opposition

RAM ETWAREEA
@rametwareea

Le rachat en 2017 de Syngenta, fleuron industriel suisse et leader mondial des semences et des produits chimiques, par ChemChina, une entreprise d'Etat chinoise, soulève toujours des questions dans le pays. C'est dans ce contexte que le Conseil des Etats a approuvé lundi une motion, à 22 voix contre 18, pour créer un organe de surveillance des rachats d'entreprises suisses par des capitaux étrangers. Désormais, la balle se trouve dans le camp du Conseil national, qui s'emparera de ce dossier en septembre. S'il s'aligne avec la Chambre haute, le Conseil fédéral devra alors donner corps, dans un délai de deux ans, à un projet auquel il est opposé.

L'initiative émane du conseiller aux Etats Beat Rieder (PDC/VS) qui, sans nommer de pays, vise en premier lieu les investissements chinois. «En raison de leur savoir-faire et de leur position sur le marché, les entreprises suisses attirent aussi des investisseurs de pays fonctionnant selon d'autres règles économiques que celles du libre marché et qui disposent de ressources financières toujours plus gigantesques, a argumenté le sénateur. Ces pays ne s'en cachent pas: leur but est d'investir dans le savoir-faire occidental et de l'utiliser au profit de leur propre économie.»

Pour appuyer son argument, Beat Rieder a cité de nombreux pays, dont l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Autriche, l'Espagne, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon, la Corée du Sud et l'Inde, qui ont déjà mis en place des mécanismes de surveillance de capitaux étrangers. «En revanche, en Suisse, aucune loi ne protège la place économique contre les rachats par des investisseurs étrangers susceptibles de nuire à la sécurité et à l'ordre public», a-t-il poursuivi. Et de regretter que des entreprises comme Syngenta, mais aussi Bartholet (remontrées mécaniques), Gategroup (restauration dans les avions), Swissport et SR Technics (services aéroportuaires) soient passées en mains chinoises.



Un centre de recherche de Syngenta en Argovie. Le rachat de ce champion suisse de l'agrochimie en 2017 par ChemChina a frappé les esprits. Contrairement à nombre d'Etats occidentaux, la Suisse ne dispose d'aucun garde-fou lié à la sécurité ou à l'ordre publics pour ce genre d'opération. (GAETAN BALLY/KEYSTONE)

«Situation étonnante en Suisse»

«La Suisse se trouve dans une situation étonnante où un étranger peut acheter sans entraves une entreprise comme Syngenta pour 43 milliards de dollars, alors qu'on doit obtenir une autorisation pour acquérir un simple terrain

à construire», a critiqué le PDC valaisan. Le nombre d'entreprises suisses en Chine s'élève à 1100, contre 80 entreprises chinoises en Suisse, soit 1-2% des investissements totaux dans le pays.

Le Conseil fédéral rejette la motion Rieder et affirme que les investissements étrangers sont vitaux pour le pays. Mais il reconnaît aussi que l'ouverture de la Suisse ne va pas sans un certain nombre de risques, liés à la distorsion de la concurrence ou à la

sécurité et à l'ordre publics. «Néanmoins, les entreprises actives dans les secteurs critiques sont déjà protégées contre des opérations de rachats non souhaités par le fait qu'elles sont la propriété de l'Etat ou régies par des lois spéciales», s'est défendu le gouvernement. Réponse de Beat Rieder au Temps: «Le Conseil fédéral est divisé sur le sujet et attend la prise de position de la Chambre basse.» «Le gouvernement établira sa ligne d'action en fonction de ce

vote», a confirmé de son côté au Temps le Département fédéral de l'économie.

En plus des sept Sages, Economiesuisse s'est aussi opposée à cette idée, mardi. «Les entreprises stratégiques comme Swisscom, Swissgrid, Ruag, La Poste, mais aussi des secteurs sensibles comme les CFF, la santé et la formation, sont déjà protégés à 100%, relève Jan Atteslander, membre de la direction. Dès lors, un organe de surveillance supplémentaire n'est pas nécessaire. Il aura surtout des désavantages tant pour l'entreprise que pour l'Etat.»

«En Suisse, aucune loi ne protège la place économique contre les rachats par des investisseurs étrangers susceptibles de nuire à la sécurité et à l'ordre publics»

BEAT RIEDER, CONSEILLER AUX ETATS (PDC/VS)

L'organisation patronale rejette aussi l'idée que la Suisse suive l'exemple des autres pays qui se protègent. «Si l'Union européenne met en place un mécanisme de surveillance, cela ne signifie pas que nous devons automatiquement lui emboîter le pas», rétorque encore Jan Atteslander. Selon lui, la Suisse n'est pas comparable aux pays comme l'Allemagne, la France ou encore les Etats-Unis, qui sont de grands marchés et qui doivent ériger une certaine protection. «Ce n'est pas le cas pour la Suisse où un investisseur ne vient pas pour son marché, mais plutôt pour l'innovation et la technologie», conclut-il. ■

Croissance: Credit Suisse modérément optimiste

CONJONCTURE Les économistes de la grande banque sont modérément confiants pour la croissance en Suisse, soutenue par la consommation des ménages et l'immigration. De son côté, le KOF affiche un léger regain de confiance

AWP

«Après l'étonnante vigueur du premier trimestre 2019 (+0,6%), nous tablons [...] sur une expansion bien plus modérée en Suisse pour le reste de l'année», ont averti mardi les spécialistes de Credit Suisse dans l'étude Moniteur Suisse publiée mardi.

Ils ont conservé leurs précédentes estimations de croissance et tablent sur un produit intérieur brut (PIB) en progression de 1,5% cette année et de 1,8% en 2020. En 2018, le PIB de la Suisse avait accéléré de 2,5%.

La consommation privée (+1,4% sur les deux années), ainsi que les investissements dans les biens d'équipement (+1,5% et +2,0%) et

les exportations (+2,5% et +3,0%) doivent soutenir la croissance.

Les économistes interrogés par l'institut KOF dans le cadre de leur «consensus» sont un peu moins optimistes. Toutefois, ils ont étoffé leur projection moyenne de croissance pour l'économie helvétique en 2019 de 0,1 point de pourcentage à 1,3%. La progression reste attendue à 1,5% pour l'an prochain et à 1,6% à plus long terme, détaille le KOF.

Inflation contenue

Selon Credit Suisse, l'inflation va rester contenue à 0,5% en 2019 et 2020, alors que le taux de chômage devrait stagner à 2,4% et 2,5% cette année et la suivante.

Pour le KOF, les prévisions d'inflation ont été relevées à 0,7% (0,6%) pour l'année en cours et s'établissent toujours à 0,8% pour 2020. Les perspectives en matière d'emploi ont par contre été revues à la baisse, avec un taux de chômage désormais attendu à 2,5% en 2019, et 2,6% en 2020. ■

La guerre commerciale n'atteint pas les sous-traitants

INDUSTRIE A quelques exceptions près, la montée des tensions entre la Chine et les Etats-Unis n'a pas d'effet sur les petites entreprises présentes au salon EPHJ, qui a ouvert mardi à Genève

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND
@EtienneMeVa

«Pas vraiment», «indirectement»... Interrogés sur les effets de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, beaucoup d'exposants du salon EPHJ-EPMT-SMT, consacré à la haute précision, s'estiment relativement épargnés.

«Nous n'exportons pas tellement, donc nous sommes peu touchés. Mais on sent quand même une frilosité pour certains investissements chez les intégrateurs de nos robots», remarque Jorge Oliveira, responsable des ventes en Suisse romande pour Stäubli.

Des domaines plus touchés

Dans certains secteurs, les sanctions américaines à l'encontre de la Chine se font davantage sentir. «MPS Micro-

systems, notre division qui produit des équipements pour la pose de composants sur circuits imprimés, est concernée par l'affaire Huawei et le gel des entreprises de télécommunications chinoises», pointe Nicola Thibaudeau, à la tête du groupe MPS. Cette baisse d'activité est compensée par la croissance de la division consacrée aux équipements médicaux, ainsi que de celle dédiée à l'horlogerie, présente sur le salon, assure-t-elle.

L'achat de matières premières auprès de la Chine connaît aussi les effets de cette guerre commerciale. «On aurait pu penser que le ralentissement des échanges entre les deux pays créerait un surplus, et donc une baisse des prix, mais nous observons plutôt une hausse», détaille Jean-Claude Zraggen, directeur du développement des affaires pour Polyfil, société qui produit notamment du microfils métallique. «C'est une compétence que les Amé-

ricains n'ont pas, et il leur faudrait des années pour la développer, poursuit-il. Ils ont besoin de nous et je pense que c'est surtout une manière de faire peur à leurs concurrents pour ouvrir des négociations.»

Le Brexit en ligne de mire

Quelques effets çà et là donc, mais dans l'ensemble, les sous-traitants attendent de voir l'évolution de ce bras de fer. La filière horlogère, encore majoritaire parmi les 815 exposants de cette édition, est assez peu concernée, selon Jean-Daniel Pasche, président de la fédération horlogère. «Il n'y a pas de droits supplémentaires sur les montres suisses et il n'y a pas de pression sur les matériaux, parce qu'on en utilise beaucoup moins que l'industrie automobile par exemple.»

L'incertitude, aujourd'hui, est ailleurs. Les exportations de montres vers le Royaume-Uni ont bondi de 50% en mars dernier, les marques se constituant des stocks en prévision du Brexit. Plus précisément d'une hausse des taxes douanières. ■

FOIRE

EPHJ, en toute simplicité

Sujet de plaisanterie, le nom du salon sera simplifié. Il s'appellera désormais uniquement salon EPHJ (pour Environnement professionnel horlogerie-joaillerie) accolé au slogan «Le monde de la haute précision». L'EPMT d'Environnement professionnel microtechnologies et le SMT de Swiss medical technologies disparaissent donc.

«Le but des trois acronymes était de rapprocher les trois domaines, ce qui est chose faite, précise Stephan Post, chargé de la communication de l'événement. Et dans leur communication, les exposants parlaient aussi du salon EPHJ.» ■ E. M.